



PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune de BOURS

Département des Hautes-Pyrénées (65)

PIECE N°1B

RESUME NON TECHNIQUE (RNT)

P.L.U. arrêté le 18/12/2019

Enquête Publique du 16/11/2020 au 18/12/2020

P.L.U. approuvé le 30/06/2021

Pour ce dossier, la collectivité a été accompagnée par le groupement :



**ATELIER SOLS,
URBANISME ET PAYSAGES**
12, rue de l'église 65690 ANGOS
Tél. 09 65 00 57 23
asup@agretpy.fr
RCS Tarbes B 798 272 472



**TERRITOIRE D'AVENIR ET
DEVELOPPEMENT DURABLE**
35bis, rue de Guindalos 64110 Jurançon
tél. : +33(0)6 73 36 25 73
mail : amandine.raymond@tadd.fr
SIRET 504 648 528 00033



Pyrénées Cartographie

3 Rue de la fontaine
de Crastes - 65200 Asté

Tél : 05.62.91.46.86
Mobile : 06.72.78.91.55
guillaume.arlandes@pyrcarto.fr

<http://www.pyrcarto.com>

SOMMAIRE

Sommaire	3
1 Objet et contexte de l'étude	5
2 Carte d'identité de la commune de BOURS	7
2.1 Le contexte local et supra-communal	7
2.2 Les habitants.....	7
2.3 Economie et activités	8
2.4 Les services	8
2.5 Analyse urbaine et habitat	9
2.6 Le logement	10
2.7 Equipements publics et réseaux.....	11
2.8 Déplacements et transports	12
2.9 Servitudes d'utilité publique.....	12
3 Etat initial de l'environnement	14
3.1 Présentation physique et géographique	14
3.2 Analyse paysagère	15
3.3 Milieux naturels – Trame verte et bleue	15
3.4 Ressources	16
3.5 Risques et nuisances.....	16
4 Synthèse du projet de PLU	17
5 Articulation du PLU avec les documents supra-communaux.....	29
6 Évaluation environnementale du P.L.U. et incidences Natura 2000 - Mesures de préservation et de mise en valeur	30
6.1 Analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers	30
6.2 Évaluation des incidences des orientations du P.L.U. sur l'environnement - Mesures de préservation et de mise en valeur	31
6.3 Évaluation des incidences sur le sites Natura 2000 « Vallée de l'Adour »	37

1 OBJET ET CONTEXTE DE L'ETUDE

La commune de Bours a prescrit l'élaboration de son P.L.U. par délibération du Conseil Municipal en date du 09/12/2014. Un site NATURA 2000 est présent sur la commune (Vallée de l'Adour).

Ainsi, en application de l'article R.121-14-II du Code de l'Urbanisme, l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de Bours est soumis à évaluation environnementale.

Cette évaluation environnementale a été élaborée conformément au cadre défini par l'article R123-2-1 du Code de l'Urbanisme qui indique :

« Lorsque le plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale conformément aux articles L. 121-10 et suivants, le rapport de présentation :

1° Expose le diagnostic prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-1-2 et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan. Il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2 ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenues pour l'analyse des résultats de l'application du plan prévue par l'article L. 123-13-1. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

En cas de modification ou de révision du plan local d'urbanisme, le rapport de présentation est complété, le cas échéant, par l'exposé des motifs des changements apportés.

Le rapport de présentation peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents. »

La méthodologie employée est celle indiquée dans les différents guides établis en termes d'évaluation environnementale par les autorités compétentes, à savoir notamment :

- ✓ « L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme : le guide », Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des transports et du Logement ;

✓ « Promouvoir l'environnement et l'aménagement durable dans les documents d'urbanisme »,
Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des transports et du Logement.

Le présent document constitue le résumé non technique de l'évaluation environnementale.

2 CARTE D'IDENTITE DE LA COMMUNE DE BOURS

2.1 LE CONTEXTE LOCAL ET SUPRA-COMMUNAL

La commune de Bours appartient au département des Hautes-Pyrénées et les communes voisines sont Bazet, Aurenzan, Chis, Orleix, Aureilhan, Tarbes et Borderes-sur-l'Échez.

Elle se situe dans la plaine de l'Adour, au nord de Tarbes et sa superficie est de 4.68 Km². Son territoire est traversé par l'Adour et le canal de l'Ailhet.

Depuis 10 ans, elle a connu une forte expansion avec la création de nouveaux lotissements (au centre-bourg mais surtout au quartier Lahitte, en limite de la commune voisine d'Orleix). Dans le fonctionnement quotidien de ses habitants, elle est fortement intégrée au territoire plus vaste de l'agglomération Tarbaise: emplois, commerces, services, collège et lycée, infrastructures de loisirs ou de santé, etc.

2.2 LES HABITANTS

2.2.1 DEMOGRAPHIE

La population de Bours a pratiquement doublé entre 1968 et 1990, soit plus de 231 habitants en 22 ans. Ensuite, depuis 17 ans (1999-2016), la croissance observée est également très forte (+1.25%/an en moyenne) et la commune estime la population à près de 890 habitants en 2016, liée principalement à la construction de plusieurs lotissements en centre-bourg mais surtout plus récemment au quartier Lahitte, en bordure d'Orleix (près de 70 lots).

L'augmentation de la population s'explique donc par un solde migratoire largement positif (lotissement Lahitte non comptabilisé dans le dernier recensement), tandis que le solde naturel est également légèrement positif : cette tendance aura tendance à se pérenniser avec l'arrivée de couples de moins de 40 ans, avec enfants, dans ces nouveaux lotissements.

2016 :

- Donnée INSEE (estimatif) : 816 habitants
- Données mairie : 891 habitants

La tranche d'âge la plus représentée est celle des 45-59 ans avec 28.7 % de la population totale. Entre 2010 et 2016, les catégories les plus âgées (60 ans et plus) ont progressé, tandis que l'effectif des classes les plus jeunes (moins de 45 ans) a diminué hormis les 15-29 ans (stabilisation). Ceci dit, comme indiqué précédemment, l'ensemble des constructions du dernier lotissement du quartier « Lahitte » n'a pas été pris en compte dans le recensement de 2016 et on peut estimer l'arrivée d'une population plus jeune avec enfant dans ces nouvelles constructions.

Il en résulte un indice de jeunesse globalement élevé, égal à 81.4, très supérieur à la moyenne départementale (64.3 pour les Hautes Pyrénées).

En parallèle, la taille moyenne des ménages est en diminution régulière, passant de 3.4 personnes par ménage en 1968 à 2.3 personnes par ménage en 2016.

2.2.2 MOBILITE

La population de Bours, au moment du recensement INSEE (soit 2016) est peu mobile puisque plus de 65% des ménages résident dans le même logement depuis 10 ans ou plus : 23.8% depuis 30 ans ou plus, 19.6% depuis 20 à 29 ans et 22.5% depuis 10 à 19 ans.

Plus l'ancienneté d'occupation est importante, plus le logement est d'une taille importante par rapport au nombre de personnes qui l'occupe.

2.2.3 POPULATION ET ACTIVITE

En 2016, les actifs représentent 76.9% des 15-65 ans et 70.9% de cette classe d'âge occupe un emploi. Cette classe de population est en augmentation entre 2010 et 2016 (502 habitants contre 527 habitants), et on note donc une augmentation du taux d'activité (70.9% en 2016 contre 65.9% en 2010) tout comme le nombre de chômeurs qui augmente entre ces 2 dates (de 3.5 à 6%).

Le nombre de retraités ou préretraités de moins de 65 ans est en légère diminution, tout comme celui des élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés.

Les actifs ayant un emploi sont pour les 90% d'entre eux des salariés, en large majorité titulaires de la fonction publique ou sous un contrat à durée indéterminée (CDI). Les actifs non-salariés sont des hommes pour les 2/3 d'entre eux et se positionnent comme travailleurs indépendants (environ 9.2%) ou employeurs (environ 8.3%).

Dans leur très grande majorité, les actifs de Bours travaillent à l'extérieur de la commune. On note néanmoins que le nombre de personnes travaillant dans la commune est en augmentation : +11 personnes entre 2010 et 2016.

2.3 ECONOMIE ET ACTIVITES

En 2016, la commune compte 178 emplois sur son territoire soit 19 de plus par rapport à 2010. Ce chiffre est très largement inférieur au nombre d'actifs même si celui-ci diminue également. L'indicateur de concentration d'emploi est donc en légère diminution et reste globalement faible (55.6% en 2016 contre 56.5% en 2010) : la commune est résidentielle bien qu'appartenant à l'agglomération tarbaise.

Les emplois salariés représentent plus de 85 % des emplois et sont avant tout masculins. Les emplois à temps partiel représentent près de 15% des emplois salariés, en augmentation par rapport à 2010.

En 2015, la commune compte 49 établissements actifs dont 38 sont de petite taille puisqu'ils n'ont aucun salarié. Les entreprises de commerce, transports et services divers concentrent 38% des établissements.

Il existe quelques commerces de proximité dans le bourg (boulangerie).

2.4 LES SERVICES

En ce qui concerne les commerces, on recense à Bours une boulangerie et d'autres commerces sont en attente d'installation dans les nouveaux bâtiments du centre-bourg.

Du point de vue des services aux particuliers, on trouve plusieurs artisans.

Autrement, les services les plus proches se trouvent majoritairement à Tarbes.

2.5 ANALYSE URBAINE ET HABITAT

La commune de Bours s'est construite progressivement, mais l'organisation du bâti a évolué de manière très importante depuis les années 1960 (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**).

Jusque dans les années 1970, les constructions se limitent au bourg et à quelques fermes ou maisons isolées. A partir des années 1970, on observe un développement de l'urbanisation à l'ouest du bourg (le long de l'Adour) et de manière ponctuelle le long des grands axes routiers.

Depuis 2000, on observe le développement du bourg vers le sud mais aussi la création d'un nouveau quartier en limite d'Orleix, au lieudit « Lahitte ».

Ces extensions urbaines récentes se sont effectuées principalement sous forme de lotissements : on constate une rupture marquée entre le village et les quartiers récents en ce qui concerne l'implantation des constructions, les formes architecturales, l'organisation des rues et espaces publics.

Aujourd'hui, la commune s'organise donc en plusieurs ensembles :

- le village ancien, à la trame urbaine resserrée et aux espaces de jardins enclavés ;
- les lotissements périphériques avec notamment un réel besoin de liaisons douces pour les secteurs au sud de la rue de l'Adour ;
- le quartier « Lahitte », en limite d'Orleix, totalement déconnecté du centre-bourg.

L'évolution de l'urbanisation du village ancien est contrainte par l'Adour, les anciennes gravières et les espaces agricoles à préserver (présence d'une exploitation agricole à proximité des habitations au nord du village).

2.5.1 FORMES URBAINES, MORPHOLOGIE DU BATI ET CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES

A Bours, comme vu précédemment, le bâti traditionnel est présent principalement dans le bourg qui s'organise autour de plusieurs rues en étoile autour de l'église. Les constructions sont implantées traditionnellement en bordure de voirie tandis que l'arrière des parcelles est occupé par des jardins, vergers ou prés qui constituent alors le cœur de l'ilot. L'habitat traditionnel s'organise selon une implantation en « L » délimitant une cour qui assure la transition avec l'espace public. L'aile d'habitation est orientée vers le sud tandis que l'aile agricole du bâtiment située à l'ouest ; les annexes protègent la cour et la partie habitation des pluies et vents dominants. L'unité foncière se complète d'un jardin, espace plus privé, implanté à l'arrière ou sur le côté et des parcelles agricoles.

Les constructions récentes sont le plus souvent en rupture avec le bâti traditionnel, aussi bien en termes d'organisation urbaine que d'architecture, d'abord parce que la fonction logement et la fonction agricole sont dissociées et ne sont plus abritées dans la même construction. Avec la concentration des exploitations agricoles, puis le développement de la périurbanisation, le bâti des communes rurales est de plus en plus destiné uniquement au logement et l'aile agricole devient inutile.

D'autres facteurs sont venus renforcer cette évolution :

- Sous l'effet de la pression foncière, l'extension des zones bâties se fait de façon non négligeable au gré de divisions parcellaires, souvent sans réflexion sur l'aménagement d'ensemble et l'intégration dans une trame existante.
- Les mutations de la société conduisent à une modification des formes urbaines : la maison au centre de la parcelle devient la règle, même si le prix du foncier conduit à une réduction des surfaces et à l'apparition de maisons accolées.

- Les offres standardisées de construction se développent, avec les phénomènes de modes qui les accompagnent et une adaptation limitée au contexte (orientation, protection vis à vis des vents dominants, ombrage entre bâtiments).

2.5.2 PATRIMOINE

Il n'existe pas de monument classés ou inscrits au titre des Monuments Historiques.

La commune n'est pas concernée par une AVAP (Aire de Mise en Valeur du Patrimoine) ou une ZPPAUP (Zone de protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager).

La commune se caractérise par un bâti caractéristique des villages de la vallée de l'Adour, avec l'emploi de matériaux tels que les galets dans les murs de clôtures ou les murs des bâtiments anciens.

Il existe plusieurs croix qui marquent des carrefours ou l'entrée dans le territoire communal.

2.6 LE LOGEMENT

2.6.1 STRUCTURE ET EVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS

En relation avec l'évolution démographique vue précédemment, le nombre de logements augmente nettement depuis les années 1960.

A partir de 1999 et 2006, le nombre de logements continue à augmenter tandis que la population se stabilise : c'est la traduction du phénomène de « desserrement » des ménages évoqué précédemment.

L'augmentation du nombre de logements est essentiellement liée à l'augmentation du nombre de résidences principales, qui représentent près de 91.2% des logements.

Le nombre de résidences secondaires restent stables depuis les années 80 à aujourd'hui tandis que les logements vacants, stables jusqu'en 2011, ont fortement augmenté en 2016.

2.6.2 DYNAMIQUE DE LA CONSTRUCTION

Au cours de la période 2007-2017, la base de données Sit@del2 indique que 130 permis de construire¹ (tout usage confondus), 4 permis d'aménager et 98 déclarations préalables² ont été accordés.

Sur cette base, on constate une dynamique de la construction d'environ 13 constructions / an.

De façon plus précise, la mairie a fourni les données 2005-2015 sur les types de demandes et la consommation foncière engendrées, notamment pour la construction à usage d'habitation.

- **129 nouveaux logements** ont été construits ;
- Environ **9.15 ha** ont été consommés, soit une moyenne de près de **13 logements/ha.**

Les surfaces concernées ont été prélevées sur l'espace agricole (prairies, terres labourables) ; les espaces naturels ou forestiers de la commune (y compris sites Natura 2000) n'ont pas été affectés.

¹ Le permis de construire concerne les constructions nouvelles et les travaux sur constructions existantes

² La déclaration préalable permet de déclarer des constructions, travaux, installations et aménagements non soumis à autorisation, qu'ils comprennent ou non des démolitions

2.7 EQUIPEMENTS PUBLICS ET RESEAUX

2.7.1 EAU POTABLE

Le Syndicat AEP Adour Coteaux assure la production et la distribution de l'eau.

Le syndicat alimente 12 communes. L'eau provient des 2 puits du captage de Soues dont la production atteint 305 116 m3 en 2017, complété par un achat d'eau correspondant à 1 124 700m3.

La commune de Bours est desservie à partir du réservoir d'Orleix. La qualité de l'eau est évaluée par l'ARS (contrôle règlementaire) : en 2018, elle est conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés.

2.7.2 DEFENSE INCENDIE

La défense incendie est globalement assurée en ce qui concerne le risque courant.

En tout état de cause, il conviendra de se référer aux préconisations du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) en matière de défense extérieure contre l'incendie selon la nature du projet, et en particulier ceux ne relevant pas du risque courant.

2.7.3 ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Le lotissement de Loubéry (centre-bourg) dispose d'un réseau d'assainissement collectif et d'une station d'épuration de type décanteur-digesteur / lit bactérien. 29 abonnés sont raccordés sur ce réseau collectif. La station, située entre le lotissement de l'Adour, d'une capacité de 150 équivalents-habitants, date de 1972. Elle est déclarée non-conforme.

Un diagnostic a été réalisé en 2011, avec l'étude de la construction d'une nouvelle station ou le transfert des effluents soit vers la station d'épuration d'Aureilhan, soit vers celles de Tarbes-Est. Aucune suite n'a été donnée à cette étude par la commune.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, l'assainissement collectif de ce secteur est géré en régie par la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées. La mise en conformité de la station d'épuration de Loubéry est en cours d'étude technique et financière par la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées.

Les lotissements de La Hitte (en limite d'Orleix) dispose d'un réseau d'assainissement collectif, qui rejoint le réseau d'assainissement collectif d'Orleix, puis la station d'épuration d'Aureilhan. Cette station est de type boues activées et d'une capacité de 45 000 équivalents-habitants. Ces lotissements représentent 76 abonnés sur la commune de Bours.

L'assainissement collectif de ce secteur est géré en Régie par la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées depuis le 1^{er} janvier 2020, avec une prestation de services assurée par VEOLIA.

Le reste de la commune est en assainissement non collectif.

L'assainissement non collectif est géré en Régie par la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées depuis le 1^{er} janvier 2020, avec une prestation de services assurée par le SPANC du Pays des Coteaux.

2.7.4 EAUX PLUVIALES

D'une manière générale, les eaux pluviales et de ruissellement sont collectées par des caniveaux et fossés (localement busés) et sont acheminées vers les canaux du territoire puis l'Adour.

Il n'existe pas de schéma de gestion des eaux pluviales et aucune donnée n'est disponible sur cette thématique.

2.7.5 AUTRES RESEAUX

L'ensemble des zones urbanisées de la commune est raccordé au réseau électrique, mais des renforcements ou des extensions du réseau peuvent être nécessaires, en particulier pour les zones à urbaniser.

L'ensemble des zones urbanisées est raccordé au réseau téléphonique fixe.

La commune bénéficie d'un accès internet fixe par DSL.

2.7.6 GESTION DES DECHETS

La gestion des déchets du territoire relève des compétences du SYMAT (SYndicat Mixte de l'Agglomération Tarbaise).

2.7.7 ENERGIE

La commune est desservie par le réseau de gaz naturel.

Un projet de parc photovoltaïque est à l'étude sur le territoire.

2.8 DEPLACEMENTS ET TRANSPORTS

La commune est traversée par plusieurs voies importantes : les route départementale n°8 et n°2 qui structurent le territoire du nord au sud et d'est en ouest en se croisant au centre du village,

La route nationale n°21, en dehors du territoire, influence néanmoins fortement le territoire et dessert le quartier de La Hitte.

La commune est desservie par la ligne n°16 du réseau ALEZAN.

Un service de transports scolaires assure l'acheminement des élèves vers les différents établissements fréquentés.

Le centre-bourg est relativement réduit : la commune est donc adaptée à un développement des déplacements cyclistes voire piétons d'autant que la topographie ne constitue pas une contrainte.

Ce développement est néanmoins entravé par des problèmes ponctuels de sécurité : absence de trottoirs et rue étroites dans le bourg, vitesse excessive, ...

Il existe plusieurs sites permettant le stationnement dans la commune dont :

- Aux alentours de la mairie et de l'église : une quinzaine de place
- A la maison des associations : une dizaine de place
- A l'école : une vingtaine de place

2.9 SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Les servitudes d'utilité publique (S.U.P.) sont des servitudes administratives qui établissent des limites au droit de propriété et d'usage du sol et le Code de l'Urbanisme prévoit leur intégration dans les Plans Locaux d'Urbanisme au titre d'annexes (Pièce 4 du présent PLU).

C'est la raison pour laquelle, les servitudes sont reprises succinctement ici :

- Servitude AS1 : Protection des eaux potables et minérales
- Servitude I4 : Lignes électriques Bastillac-Aureilhan et Maubourguet-Violette

- Servitude PM1 : PPRN lié à l'Adour
- Servitude PM3 : PPRT Nexter
- Servitude T7 : Zone de dégagement aéronautique

La commune n'est pas concernée par un projet d'intérêt général, ni par une opération d'intérêt national, et ne fait pas l'objet d'une directive territoriale d'aménagement et de développement durables. Par ailleurs, il n'existe pas de servitudes d'urbanisme ou autres limitations d'utilisation du sol.

3 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

3.1 PRESENTATION PHYSIQUE ET GEOGRAPHIQUE

3.1.1 CONTEXTE GEOLOGIQUE ET GEOMORPHOLOGIQUE

Les alluvions de la plaine de Tarbes couvrent à peu près tout le territoire communal. Cette formation est constituée de galets, graviers et sables peu altérés. Les sols sont peu différenciés, du type sol brun. Ils laissent localement apparaître des caractères liés à l'hydromorphie (tâches rouille). Les puissantes formations alluviales de l'Adour (8 à 15 m d'épaisseur en moyenne) ont de bonnes qualités hydrauliques qui en font un réservoir important sollicité par de nombreux ouvrages de captage.

3.1.2 TOPOGRAPHIE ET EXPOSITION

La commune de Bours s'étend intégralement dans la plaine de l'Adour dans un contexte de pente faible (moins de 5%). En l'absence de masques, il en découle une exposition est favorable pour l'ensemble de la commune.

3.1.3 CONTEXTE CLIMATIQUE

Le climat est de type océanique, tempéré par la proximité de la chaîne des Pyrénées. Il se caractérise par un hiver doux, des étés chauds et orageux et un printemps pluvieux.

En automne et en hiver, le vent de sud à sud-ouest peut amener un temps sec et exceptionnellement chaud pour la saison, à cause de l'effet de foehn dû au franchissement des Pyrénées par des masses d'air doux en provenance d'Espagne.

Les précipitations y sont régulières tout au long de l'année avec une augmentation au printemps.

Les vents dominants sont orientés à l'ouest, et apportent généralement la pluie depuis l'Atlantique.

3.1.4 LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE ET LES MILIEUX AQUATIQUES

L'Adour, qui coule à l'ouest du territoire communal, est orienté Nord-Sud. Cette rivière draine directement ou indirectement toute la commune.

Le ruisseau de Layet passe à l'Est du territoire communal ; il est à écoulement permanent et conflue avec l'Adour sur la commune d'Aurensan.

Le ruisseau de l'Ailhet coule au cœur du centre-bourg.

Enfin, suite à l'exploitation des alluvions grossières, plusieurs lacs ont été créés sur la rive droite de l'Adour.

Le SAGE Adour-Amont réalisé par l'Institution Adour signale plusieurs zones humides au niveau des anciennes gravières (cf carte n°7). Les visites de terrain ont été concentrées sur les zones susceptibles d'être ouvertes à l'urbanisation pour lesquelles aucun indice de présence de zone humide n'a été relevé.

La commune est classée en zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole et en zone de répartition des eaux (ZRE) : zones caractérisées par un niveau des besoins en eau tous usages confondus, supérieur aux ressources disponibles.

Elle n'est pas classée en zone sensible à l'eutrophisation.

3.2 ANALYSE PAYSAGERE

A Bours, l'espace agricole est globalement ouvert, avec une trame bocagère plus ou moins dense associée la présence de canaux. Les RD2 et RD8 qui traversent la commune du nord au sud et d'est en ouest sont des éléments paysagers marquants, tout comme les gravières présentes sur le territoire.

Les Pyrénées constituent la trame de fond du paysage vers le sud et la trame boisés de l'Adour est marquante. La commune se caractérise par une certaine périurbanisation mais celle-ci reste nettement plus modérée que dans les communes plus proches de Tarbes.

L'atlas des paysages des Hautes Pyrénées met en évidence les enjeux suivants qui s'appliquent plus particulièrement au territoire communal :

- Maitriser la pression urbaine et la qualité de l'assise paysagère des espaces urbains : encadrer les premières manifestations de l'urbanisation linéaire, éviter la banalisation architecturale et urbaine, afficher des limites à l'urbanisation à long terme pour favoriser le traitement qualitatif des franges et des entrées de ville, appuyer le patrimoine arboré et le rapport à l'arbre dans les bourgs et les villes, favoriser la compacité des silhouettes urbaines et limiter la diffusion urbaine, retrouver une cohérence dans l'organisation du tissu urbain ;
- Valoriser les espaces agro-naturels : renforcer la continuité des linéaires des trames vertes et bleues, préserver les spécificités paysagères des faisceaux de ruisseaux et canaux et de leur accompagnement végétal spécifique ;
- Mettre en scène la qualité et la diversité des paysages de vallée : préserver la perception des collines isolées et les silhouettes de bourg, favoriser les grandes amplitudes visuelles depuis les voies très fréquentées (gérer les premiers plans et les masques végétaux) notamment sur le large panorama pyrénéen.

Plusieurs éléments paysagers remarquables peuvent être identifiés pour leur rôle structurant dans le paysage, mais aussi dans l'identité communale : les boisements en bordure de l'Adour, les canaux et les murs en galets.

3.3 MILIEUX NATURELS – TRAME VERTE ET BLEUE

La commune est concernée par le site Natura 2000 « Vallée de l'Adour » (FR7300889).

Le site « Vallée de l'Adour » est principalement classé pour :

- Ses poissons : aloses, lamproies, saumon, et le toxostome ("la sofie")
- Une plante, l'angélique des estuaires
- Un mammifère, le Vison d'Europe.

Mais aussi pour :

- Ses forêts alluviales et de bois dur (Chênaies de l'Adour) intéressantes pour la région
- Ses habitats terrestres et aquatiques abritant une flore et une faune remarquable et diversifiée.

La commune de Bours compte également sur son territoire :

- Une ZNIEFF de type 1 « L'Adour, de Bagnères à Barcelonne du Gers,
- Une ZNIEFF de type 2 « Adour et milieux annexes ».

Plus localement, la trame verte définie par le SRCE identifie l'Adour comme un réservoir de biodiversité.

La trame bleue est quant à elle constituée du réseau hydrographique de l'Adour et du Canal de l'Ailhet.

Ces orientations relatives à la trame verte et bleue sont complétées à l'échelle locale :

- Par la préservation des trames boisées en bordure des cours d'eau et rivières précités,
- Par la préservation des haies,
- Par la limitation du mitage du territoire.

3.4 RESSOURCES

Il n'existe pas de captage d'eau potable à Bours qui par ailleurs n'est concernée par aucun périmètre de protection de captage d'eau potable situé sur une commune voisine.

Le porter à connaissance de l'Etat ne mentionne aucun permis de recherche ou d'exploitation d'hydrocarbures concernant la commune.

Il n'existe pas de carrières en cours d'exploitation ni d'ancienne carrière sur le territoire communal.

La commune ne se situe pas dans une zone favorable au développement de l'éolien selon la méthode retenue dans le schéma régional éolien annexé au SRCAE.

Il existe plusieurs élevages à Bours, mais compte tenu du nombre d'animaux assez limité, la ressource en biomasse méthanisable (déjections animales et résidus de culture) ne constitue pas une ressource mobilisable à l'échelle de la commune.

3.5 RISQUES ET NUISANCES

BOURS est concerné par un plan de prévention des risques d'inondation approuvé le 27/02/2019.

La commune se situe dans son intégralité en zone sismique 3, c'est à dire présentant un risque modéré. L'ensemble de la commune présente des secteurs potentiellement sujets aux débordements de nappe ou aux inondations des caves.

La commune est soumise à un aléa faible de retrait-gonflement des sols argileux. Elle n'est pas soumise à des risques de mouvements de terrain.

Le potentiel radon est de catégorie 1 (faible).

Aucune cavité souterraine n'est recensée.

La commune est concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) approuvé le 10/07/2012 et concernant l'entreprise NEXTER.

La commune est potentiellement concernée par des transports de matières dangereuses en lien avec l'autoroute A64, et dans une moindre mesure à la RD921a et à la RD15 / RD15a / RD92.

Les risques liés au transport des matières dangereuses apparaissent négligeables pour les autres voies.

Aucun site n'est répertorié à ce jour dans la base de données des sites et sols pollués ou potentiellement pollués du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (BASOL).

Aucune installation classée n'est signalée dans la base nationale des Installations classées.³

³ Source : <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/>

4 SYNTHÈSE DU PROJET DE PLU

4.1 P.A.D.D.

Le P.A.D.D. de Bours s'organise en 4 axes permettant de renforcer l'identité rurale de la commune, de valoriser l'atout « nature » de son cadre de vie, d'accompagner sa dynamique démographique et de favoriser un urbanisme soucieux de la préservation des ressources naturelles et de la prise en compte des risques.

AXE 1 – RENFORCER L'IDENTITÉ RURALE DE BOURS

Cet axe affiche la volonté de la commune d'accueillir de nouveaux habitants tout en :

- Modérant la croissance démographique vis-à-vis de celle observée ces dernières années,
- Permettant une maîtrise foncière efficiente (consommation d'espace des 10 dernières années),
- Facilitant l'accès au logement pour tous,
- Préservant le cadre de vie des habitants,
- Encourageant les liaisons inter-quartiers (maillage routier et déplacement doux),
- Mettant en valeur le patrimoine architectural du bourg et en préservant son organisation traditionnelle.

ORIENTATION : Modérer la croissance démographique ainsi que la consommation d'espace

Il s'agit de modérer la croissance démographique observée entre 1999 et 2016 (17 ans) en fixant un objectif de 1042 habitants au total (soit +151 habitants supplémentaires) à l'horizon 2030 (soit 15 ans). Le calcul s'appuie sur une hypothèse de croissance démographique de +1% par an en moyenne et démarre à compter des derniers estimatifs produits par la mairie (soit 890 habitants).

Le projet de la commune de Bours privilégie la construction dans le bourg et dans sa continuité immédiate.

Les types de logements proposés via les OAP sont variés : des logements individuels aux petits collectifs. Dans tous les cas, les ensembles à très fortes densités sont à éviter afin de préserver un cadre de vie « rural ». Le projet fixe également des objectifs en matière de reconquête des logements vacants.

Ainsi, le nombre de logements nécessaires pour répondre aux objectifs démographiques est estimé à 85 logements.

Objectifs de modération de la consommation de l'espace :

D'après l'analyse des permis de construire depuis 10 ans sur la commune, la densité moyenne observée brute est de 14 logements/hectare.

Un PLH (Programme Local de l'Habitat) existait sur le périmètre de l'ancienne Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes jusqu'à fin 2018 et fixait comme objectifs pour la période 2015-2021 d'atteindre une densité de près de 20 log/ha pour les nouveaux secteurs ouverts à l'urbanisation.

Fort de ce constat et dans un souci de modération de la consommation de l'espace, le projet de Bours vise, en moyenne pour la totalité des zones ouvertes à l'urbanisation dans le projet de PLU, l'objectif minimum de 17 logements/hectare, permettant ainsi de « tendre vers » les objectifs de l'ancien PLH et de modérer la consommation de l'espace observée depuis 10 ans sur la commune.

Cet objectif de densité a été nuancé afin de trouver un équilibre entre des zones denses et d'autres au tissu urbain plus lâche :

- 50 % des nouveaux logements à environ 14 logements / ha (moy 715 m²/logement) ;
- 50 % des nouveaux logements à environ 20 logements / ha (moy 500 m²/logement).

Le projet de la commune de Bours met également en évidence la présence des éléments naturels (jardins, espaces publics, eau, boisements) dans le tissu urbain en protégeant les « cœur d'îlots jardinés » et en appliquant un coefficient « cadre de vie » au calcul du « besoin » en zones ouvertes à l'urbanisation afin de maintenir et créer des espaces de respiration en zone urbanisée (création de nouveaux cœurs d'îlots « verts » dans les quartiers en construction).

Enfin, le développement de l'urbanisation est circonscrit aux dents creuses et est envisagé en stricte continuité de l'urbanisation existante : fin du développement linéaire de l'urbanisation, réflexions sur des extensions d'urbanisation à travers des orientations d'aménagement et de programmation globales par quartier (maillage, trame verte et bleue, cohérence architecturale, ...).

<u>85 logements à créer</u>
Logements à créer x densités à atteindre = espaces nécessaires pour de nouvelles constructions $43 \text{ logements} \times 14 \text{ log/ha} + 43 \text{ logements} \times 20 \text{ log/ha} = \mathbf{3.07 + 2.15 \text{ ha} = 5.22 \text{ ha}}$
Espaces nécessaires x coefficient de rétention foncière et de cadre de vie = Surface à ouvrir à l'urbanisation dans le PLU $5.22 \text{ ha} \times 20 \% = \mathbf{6.3 \text{ ha}}$

D'après cette analyse, le PLU doit proposer environ 6.3 ha d'espaces disponibles pour accueillir les nouvelles constructions projetées en dents creuses et en zones d'extensions à court terme (1AU).

Traduction dans le zonage et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) :

- 2.8 ha de « dents creuses » identifiées (terrains en friche et divisions parcellaires) dont notamment les OAP n°1 et 3.
- 3.39 ha en zone « 1AU », au cœur du tissu urbain. Ce secteur a fait l'objet d'une réflexion avec le CAUE (en annexe du rapport de présentation) traduit dans une OAP avec des objectifs de densité entre 10 et 30 log/ha et un projet de création de « poumon vert » en cœur de zone.

Soit un total de 6.2 ha, conforme aux objectifs affichés dans le PADD.

ORIENTATION : Faciliter l'accès au logement pour tous

- ✓ Encourager le maintien et la création de commerces au centre-bourg : la municipalité s'engage à soutenir le pôle de proximité en cours de création au centre-bourg et à réfléchir aux différents accès possibles (liaisons douces notamment) vers ce nouveau pôle de services et commerces.
- Traduction dans le zonage et les OAP : détermination de la zone « 1AU » à proximité des zones de services et commerces existants, mise en place d'orientations pour la création de liaisons douces dans l'OAP du secteur.
- ✓ Les activités et services de proximité n'engendrant pas de nuisances pour le voisinage sont autorisés et souhaités dans le tissu urbain et pavillonnaire.
- Traduction dans le zonage et le règlement : les entreprises sans nuisances pour le voisinage sont autorisées en zone urbaine (article 1)
- ✓ En diversifiant la typologie des logements autorisés (densité, surfaces, hauteurs, ...) tout en conservant un habitat à « taille humaine » (petits collectifs – 3 niveaux maximum) et des formes urbaines garantes d'une qualité de vie préservée afin que chaque famille puisse trouver le

logement correspondant à ses besoins (locatif, achat, collectif, individuel, quartier du centre ancien mais rénové, quartier plus récent, ...).

- Traduction dans le zonage et les OAP : chaque OAP définit des objectifs de densité minimum à atteindre, mixant les formes urbaines en fonction des secteurs, de 10 log/ha pour les secteurs les moins denses à près de 30 log/ha pour les zones pouvant accueillir de petits logements collectifs.
- ✓ En exigeant un minimum de logements sociaux dans les opérations d'ensemble d'envergure.
Traduction dans le zonage et les OAP : L'OAP n°2 prévoit la réalisation d'environ 6 logements sociaux.
- ✓ En constituant des réserves foncières communales dans les zones Urbaines (U) et A Urbaniser (AU) afin d'organiser l'espace de vie.
- Traduction dans le zonage et le règlement : des emplacements réservés sont prévus pour la réalisation d'accès piéton (le long du canal de l'Ailhet et sur le secteur de Lahitte pour accéder au futur espace vert). De plus, l'O.A.P. n°2 prévoit un large espace de respiration en cœur de zone afin d'organiser un espace vert de qualité, des jardins familiaux et des liaisons piétonnes.

ORIENTATION : Préserver le cadre de vie des habitants

- ✓ Protection des jardins emblématiques / préservation des espaces « jardinés » en milieu urbain (aération du tissu urbain) : le centre bourg ancien est constitué d'un ensemble dense, groupé, où les constructions sont souvent implantées perpendiculairement à la voirie (un pignon sur la rue), avec des cours fermées de murets sur la rue et des jardins à l'arrière formant des « cœur d'îlots verts » enclavés dans le tissu urbain. Ce sont ces espaces encore aujourd'hui « jardinés » qu'il convient de préserver.
- Traduction dans le zonage : le centre ancien est composé d'anciennes fermes, souvent avec des façades en alignement sur la voirie et ouvertes à l'arrière sur des espaces jardinés se faisant face. Pour conserver cette aération du tissu ancien et ne pas encourager les constructions à l'intérieur de ces cœurs d'îlots (obligation d'accès en drapeau), ces jardins ont été identifiés en tant qu'éléments remarquables du paysage où seules les annexes, de type abris de jardins ou piscines, sont autorisées.
- ✓ Préservation des « coulées bleues » : le village de Bours est bordé à l'Ouest par l'Adour, à l'Est par l'Ailhet et au centre par le canal de l'Agaou. Ces éléments, tous comme les canaux, constituent la trame bleue de la commune et sont à préserver.
- Traduction dans le zonage : les canaux, dont celui de l'Ailhet qui traverse le centre bourg sont identifiés en tant qu'élément remarquable du paysage. De plus, la trame verte prévoit au cœur de l'O.A.P. n°2 prévoit une connexion entre ces espaces.
- ✓ Arrêt du mitage du territoire : la commune de Bours se situe dans la plaine de l'Adour, au cœur d'un territoire agricole d'importance majeure. Il convient d'enrailer l'éparpillement des constructions en définissant des limites strictes à l'urbanisation.
- Traduction dans le zonage : les constructions en « dents creuses » sont privilégiées (dont OAP n°1 et 3), une seule zone d'extension est envisagée au sud de la rue de l'Adour permettant la création d'un nouveau quartier durable avec maillage obligatoire vers la voie existante au sud (à aménager). Le quartier de « Lahitte » étant déconnecté du centre-bourg, le choix ici est de ne pas étendre ce secteur (ni les quartiers excentrés vers Aureilhan notamment), seule sa densification (OAP n°3) reste possible.

ORIENTATION : Encourager les liaisons inter-quartiers : maillage routier et déplacement doux

- ✓ Promouvoir une organisation urbaine moins génératrice de déplacements, en recentrant notamment les nouveaux quartiers proches des pôles de proximité.
- Traduction dans le zonage : une seule zone « 1AU » est proposée, en continuité immédiate du centre-bourg. L'OAP n°2 permet ainsi de concevoir la desserte en voirie et de proposer les liaisons piétonnes adéquates.
- ✓ Mettre fin aux voiries en impasse ; le maillage du territoire devient un enjeu pour l'aménagement de la commune.
- Traduction dans le zonage : L'OAP n°2 permet de conditionner l'ouverture du secteur sous réserve de l'aménagement du chemin privé suivant les conditions requises permettant de desservir l'ensemble du secteur et de faire la liaison avec la rue de l'Adour au Sud (sous réserve d'une réflexion approfondie à mener sur la sécurité de la sortie à aménager vers la rue de l'Adour).
- ✓ Maintenir les arrêts de transports collectifs existants : la commune est favorable au maintien des lignes de transports en commun. Les 3 OAP permettent de se rendre à pied à un arrêt de bus en moins de 5 minutes (Alezan Bus, ligne 16).
- ✓ Conforter les liaisons douces existantes et en créer de nouvelles vers et depuis les points stratégiques, pour accéder aux services et commerces de proximité. La mise en valeur du réseau existant de liaisons douces ainsi que la création de nouveaux itinéraires est un objectif prioritaire pour la commune qui souhaite permettre à l'ensemble des habitants de pouvoir se déplacer en toute sécurité, à pied, vers les espaces collectifs et les services publics (écoles, espaces verts, terrains de sport, aire de jeux, mairie).

ORIENTATION : Mettre en valeur le patrimoine architectural du bourg et préserver son organisation traditionnelle

L'identité du village de Bours s'est construite autour d'éléments structurants qu'il convient d'identifier afin de les mettre en valeur et les préserver :

- Les éléments hydrauliques : la présence de l'eau est une caractéristique essentielle du village ; ces canaux et éléments hydrauliques, créés pour l'irrigation de la plaine, font aujourd'hui partie intégrante du paysage urbain et rural de la commune. Identifier et préserver les canaux d'irrigation dans une optique patrimoniale mais également de lutte contre les inondations (tous les travaux sur ces canaux devront faire l'objet d'une demande en mairie).
- L'église, au cœur de la place centrale du village en cours de restructuration.
- Les murets en galets (si l'élément identifié menace de s'écrouler, sa reconstruction à l'identique n'est pas obligatoire).

Traduction dans le zonage : ainsi, les murets en galets et les canaux sont identifiés dans le règlement et le zonage en tant qu'éléments remarquables du paysage à préserver.

AXE 2 – VALORISER L'ATOUT « NATURE » DE BOURS

ORIENTATION : Poursuivre la valorisation des espaces naturels et conforter les trames écologiques

Objectifs	Traduction dans le PLU
Maintien des trames bleues naturelles que sont notamment l'Adour et le ruisseau de l'Ailhet en contact direct avec le tissu urbain mais aussi l'ensemble des canaux présents sur le territoire	Dans le zonage : les bordures des cours d'eau et canaux sont classés en zones Naturelles (N).
Mise en valeur des zones naturelles dont les anciennes gravières dans une optique de préservation des milieux naturels et de loisirs « nature »	Dans le zonage : les anciennes gravières sont classées en zones Naturelles (N).
Identification des éléments naturels identitaires: structures paysagères (ripisylve cours d'eau et anciennes gravières, canaux, haies, boisements, maillage bocagers,...), points de vue remarquables (notamment vers le Sud et la chaîne des Pyrénées); A l'échelle du projet, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) intègrent une réflexion sur la préservation / valorisation des paysages et l'intégration des espaces naturels existants en tant que « coulées vertes » dans l'espace urbain. Volonté de traitement paysager de qualité entre zones urbaines et espaces naturels et agricoles.	Dans le règlement: identification en tant qu'ERP (Eléments Remarquables du Paysages) de l'ensemble des ripisylves. Dans les OAP (notamment OAP n°2) intégration des trames boisées existantes (même si peu présentes), principe de plantations en bordure de zone, notamment en lisière de l'espace agricole à respecter.

ORIENTATION : Donner de la lisibilité au paysage et aux entrées de ville

Entités naturelles à préserver	Les espaces agricoles sont identifiés en « A »
Interface urbain / agricole / naturel à gérer	Dans les OAP (notamment OAP n°2) intégration de la trame boisée existantes (même si peu présentes), principe de plantations en bordure de zone, notamment en lisière de l'espace agricole à respecter.
Entrées de ville à restructurer	Une limite claire à l'urbanisation est dessinée et l'étalement urbain est circonscrit à l'urbanisation existante le long des voies de communication. Une seule zone 1AU est proposée et se situe au cœur de l'enveloppe urbaine.

ORIENTATION : Conforter l'offre en loisirs existante

Zonage	Classement en NL1/2/3 des principaux espaces de loisirs, avec évolutions possibles, notamment pour le stade ou création de jardins familiaux.
OAP	Obligation de création de liaisons piétonnes définies soit dans l'OAP n°2, soit via des emplacements réservés.

ORIENTATION : Permettre l'évolution de l'habitat isolé

Traduction dans le règlement : les constructions isolées au cœur des zones N et A peuvent évoluer sous conditions. Seuls 2 bâtiments sont identifiés comme pouvant changer de destination (Venise plage et la Guinguette).

AXE 3 – ACCOMPAGNER LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE

ORIENTATION : Favoriser les services de proximité

Traduction dans le zonage et le règlement écrit : autoriser les activités et services de proximité n'engendrant pas de nuisances pour le voisinage dans le tissu urbain et pavillonnaire.

ORIENTATION : Assurer l'évolution des activités existantes

- Développer le tissu économique au sein du village à condition de ne pas engendrer de nuisances pour le voisinage et soutenir le commerce de proximité
- Privilégier l'installation des activités non compatibles avec l'habitat dans les zones artisanales existantes ou à venir du territoire communautaire
- Autoriser l'évolution des activités existantes sur le territoire à condition de ne pas engendrer de nuisances supplémentaires pour le voisinage.
- Identifier la zone artisanale existante en rive gauche de l'Adour et permettre l'évolution des activités existantes.

Traduction dans le PLU :

Dans le zonage	Identifier en zone UY le secteur en rive gauche de l'Adour (SYMAT) et l'entreprise MALET en rive droite.
Dans le règlement	Autoriser les activités et services de proximité n'engendrant pas de nuisances pour le voisinage dans le tissu urbain et pavillonnaire.

ORIENTATION : Préserver l'outil agricole

Avec près de 45 % de surface agricole, la commune de Bours souhaite affirmer le rôle économique et paysager de l'agriculture sur son territoire :

- Permettre le maintien et le développement de l'activité agricole en limitant le développement des zones d'habitat à proximité des bâtiments d'exploitation (conflits d'usage potentiels) ;
- Maintenir au maximum les terres agricoles favorables du point de vue agronomique en zone « A » ;
- Faciliter l'installation des nouveaux agriculteurs sur les secteurs les plus favorables à l'activité ;
- Permettre le développement d'activités complémentaires (vente directe, atelier de transformation, ...) ;
- Autoriser le changement de destination des bâtiments agricoles de caractère en zone agricole à condition de ne pas créer de contraintes supplémentaires pour l'activité agricole et sous réserve d'une capacité suffisante des réseaux. Les grandes lignes architecturales du bâtiment devront être conservées.

Traduction dans le zonage : Le choix des zones d'extensions pour l'urbanisation s'est porté principalement sur les terrains en stricte continuité de l'espace urbanisé et dans l'enveloppe urbaine.

ORIENTATION : Assurer la pérennité et l'évolution des équipements numériques de haut niveau, élément essentiel à la vitalité économique du territoire

- Défendre l'accès à la meilleure desserte possible auprès des instances décisionnaires
- Accompagner le développement des équipements

AXE 4 – FAVORISER UN URBANISME SOUCIEUX DE LA PRESERVATION DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA PRISE EN COMPTE DES RISQUES

ORIENTATION : Améliorer la sécurité des habitants

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Aucune nouvelle construction ne pourra s'implanter dans la zone inondable de l'Adour identifiée en « aléa fort » et des prescriptions s'imposeront concernant le PPRT. Une identification de l'existant est possible dans les secteurs aux aléas les plus faibles.	Indication des P.P.R. (risques naturels et technologiques) dans le règlement.
Les champs d'expansions des crues au sud de la commune seront préservés de toute urbanisation et idéalement identifiés en tant que TVB.	Pas de zone U ou AU dans les champs d'expansions des crues.
Les nouveaux logements au sein des zones d'activités pouvant accueillir des activités à risques seront limités au strict nécessaire (gardiennage notamment).	Indications dans le règlement.
La collectivité insiste sur la nécessité de mettre en place des mesures d'amélioration de la sécurité routière dans la traversée du village afin de diminuer le trafic aujourd'hui très dense : la municipalité soutient le projet de déviation (« barreau nord » de Tarbes).	Etude en cours par les maîtres d'ouvrage concernés. Pas d'emplacement réservé à ce stade dans le projet de P.L.U.

ORIENTATION : Promouvoir les énergies renouvelables, les économies d'énergie et l'habitat durable

- Permettre la rénovation énergétique des bâtiments existants et l'utilisation des énergies renouvelables dans le respect de l'architecture et du paysage ;
- Privilégier la sobriété énergétique des nouvelles constructions en optant pour des principes constructifs et des équipements économes (formes compactes pour limiter les déperditions, orientation favorable pour maximiser les apports solaires passifs) ;
- Permettre la mise en place de dispositifs de productions d'énergie renouvelable ;
- Prévoir des principes d'aménagement durable dans les zones d'extensions de l'urbanisation : maillage urbain vers les équipements existants et futurs, parcelles et orientations réfléchies, espaces publics en harmonie avec la trame paysagère existante, gestion des eaux pluviales à travers des dispositifs plus respectueux de l'environnement, ...

Traduction dans le PLU : le règlement n'interdit pas le recours aux énergies renouvelables et le PADD encourage les habitants dans la construction de logements bioclimatiques.

ORIENTATION : Assurer la gestion de l'eau : ressource « eau potable », eaux usées et eaux pluviales

- Eau potable : la capacité des réseaux est mise en adéquation avec les besoins des populations à venir. Il s'agit de se mettre en compatibilité avec le SDAGE Adour-Garonne et son Programme de Mesure (PDM) pour la période 2016-2021 et plus particulièrement avec les orientations relatives à l'amélioration quantitative de la ressource, la préservation et la restauration des milieux aquatiques.
- Eau pluviale : le contexte local démontre l'importance de la gestion du pluvial sur la commune et la nécessité de mettre en œuvre des réponses adaptées. Des aménagements de stockage et d'infiltration des eaux de pluie (bassins de rétention, noues, fossés, ...) sont prévus dans les secteurs les plus sensibles. L'imperméabilisation des sols sur les parcelles peut faire l'objet de prescriptions particulières en fonction de la sensibilité des sites avec mise en place de dispositifs imposés à la parcelle ou dans le cadre d'Orientation d'Aménagement et de programmation (OAP).
- Eaux usées : à court et moyen terme, le développement urbain est conditionné à la possibilité de mettre en place un mode d'assainissement compatible avec les caractéristiques du milieu (nature des sols et présence d'écoulements permanents), afin que l'urbanisation ne génère ni risque sanitaire, ni impact sur la richesse des milieux. La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées mène actuellement une réflexion sur la mise en conformité de la station d'épuration de Loubéry (construction d'une nouvelle station ou transfert des effluents soit vers la station d'épuration d'Aureilhan, soit vers celle de Tarbes Est).

4.2 TRADUCTION REGLEMENTAIRE

Les choix de zonage sont d'abord basés sur l'utilisation des sols pour chacun des 4 grands types de zones (urbaines, à urbaniser, agricoles, naturelles) et pour la plupart de leurs subdivisions, d'autres faisant entrer en jeu les caractéristiques urbaines et architecturales des quartiers ou la capacité des réseaux et/ou voiries.

Ils se sont appuyés sur les orientations définies par le PADD, et notamment l'identification :

- De zones urbaines ou à urbaniser :
 - À vocation à dominante habitat et commerces de proximité, correspondant au centre-bourg de Bours et aux quartiers d'extensions périphériques
 - À vocation d'activités
- De zones agricoles, aujourd'hui exploitées, majoritairement par des agriculteurs ayant leur siège d'exploitation hors de la commune
- De zones naturelles
 - Indispensables aux continuités écologiques
 - À vocation de loisirs permettant des constructions limitées
 - Dédiées à l'implantation d'un parc photovoltaïque (sur un ancien site dégradé)

Les parcelles déjà construites mais non cadastrées ou faisant l'objet d'autorisations d'urbanisme valides ont été classées en zones urbaines.

Zones urbaines :

- La zone UA correspond au centre historique de Bours, c'est-à-dire aux secteurs agglomérés anciens où les bâtiments sont construits majoritairement en ordre continu ou semi-continu. Sa vocation est essentiellement l'habitat, ainsi que des activités compatibles avec l'habitat, et notamment les commerces et services de proximité. Ponctuellement, des activités anciennes peuvent y perdurer. La constructibilité en limite de voie est obligatoire.

La zone UB correspond aux secteurs d'extensions plus récents qui se sont développés au fil des années en périphérie du centre-bourg et dans les hameaux, notamment au quartier Lahitte, en bordure d'Orleix (près de 70 maisons individuelles y ont été construites ces dernières années). Sa vocation est essentiellement l'habitat, ainsi que des activités compatibles avec l'habitat, et notamment les commerces et services de proximité. Ponctuellement, des activités anciennes peuvent y perdurer.

- La zone UY correspond aux secteurs réservés aux activités commerciales, industrielles ou artisanales : en rive gauche de l'Adour (SYMAT) et en rive droite de l'Adour (Entreprise MALET).

Zones à urbaniser :

L'urbanisation de la commune de Bours, suite à l'application de l'ancien P.O.S., s'est essentiellement développée à partir du centre bourg afin de préserver les espaces naturels qui caractérisent cette commune, et les milieux qui leurs sont attachés.

Par conséquent, les élus ont positionné les zones à urbaniser dans le périmètre du centre-bourg pour éviter toute extension inopportune de l'urbanisation. La zone à urbaniser se situe dans l'enveloppe urbaine, à proximité immédiate du centre-bourg.

La zone 1AU est une zone correspondant par définition aux secteurs ouverts à l'urbanisation à court et moyen terme. Sa vocation est essentiellement l'habitat, ainsi que des activités nécessaires ou liées à

l'habitat et non constitutives de nuisances pour celui-ci. Les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement existants à la périphérie immédiate de la zone 1AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de la zone.

Les constructions sont autorisées :

- ✓ Soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble.
- ✓ Soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone.

Dans tous les cas, l'aménagement cohérent de la zone est celui prévu par les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Aucune zone 2AU (sous réserve de modification ou de révision du PLU) n'est prévue dans le projet de P.L.U.

Zones agricoles :

Zones agricoles A correspondant à des secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres, destinés à accueillir les constructions et installations à vocation agricole.

Zones naturelles :

Zones N à vocation principale d'exploitation forestière et de protection des espaces naturels ; elles correspondent aux principaux espaces boisés de la commune mais aussi aux abords des cours d'eau et canaux ; elles comprennent des sous-zones :

- ✓ NL pour les secteurs dédiés aux loisirs (stade, pétanque, aires de jeux en projet, vergers / jardins familiaux en projet, ...) ;
- ✓ Ner pour un secteur dédié à l'installation d'un parc photovoltaïque ;
- ✓ Ngv pour les secteurs dédiés à la sédentarisation des gens du voyage.

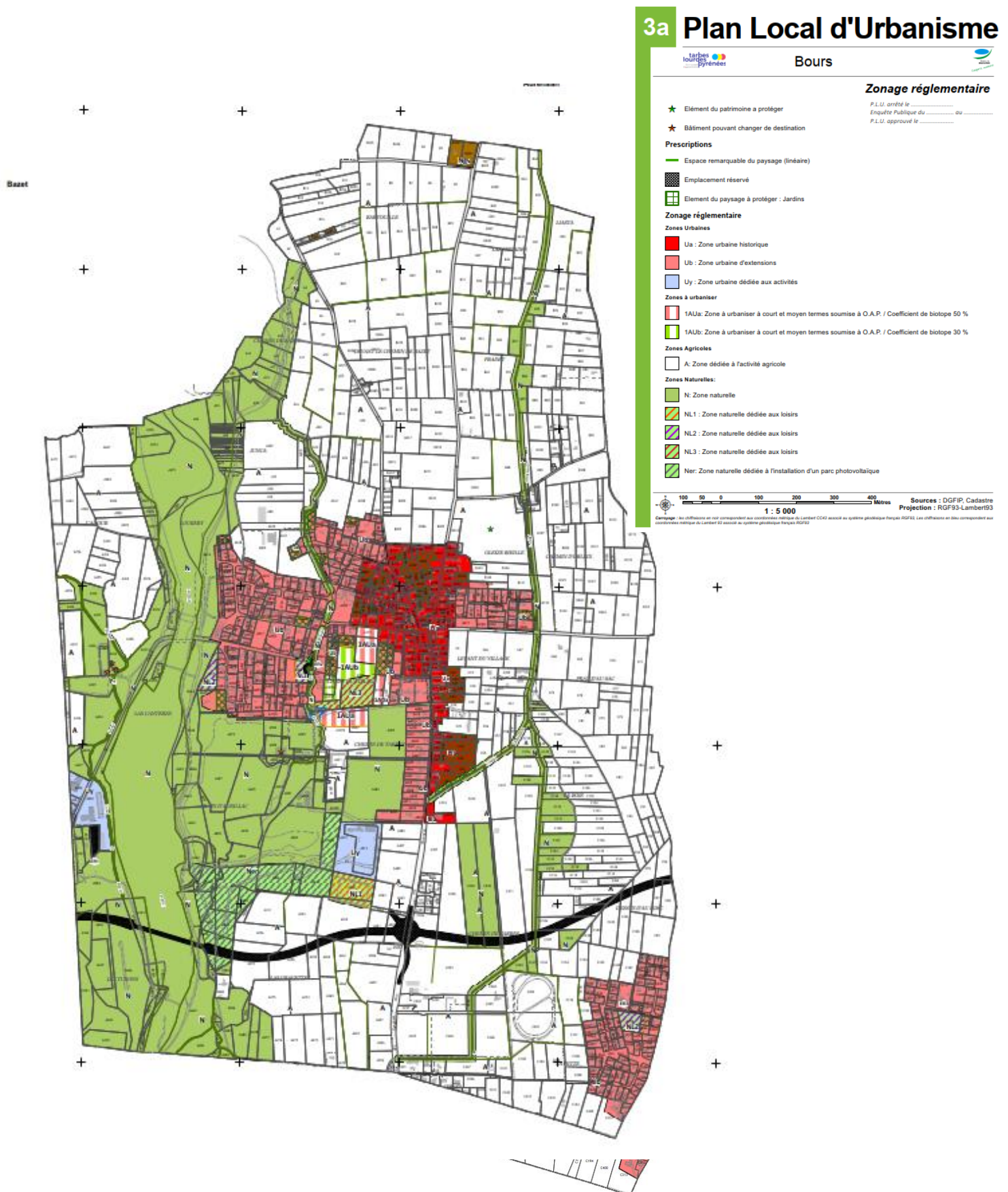
Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme dans sa rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016, le règlement écrit comporte 5 parties :

- La première relative aux dispositions générales qui précisent le contexte d'application du règlement et qui indiquent les règles s'appliquant à l'ensemble du territoire ;
- Les 4 suivantes concernent les grands types de zones (urbaines, à urbaniser, agricoles, naturelles) et sont subdivisées par rapport aux différentes zones décrites ci-après.

Pour chaque zone, il s'organise en 3 chapitres :

- Usages des sols et destination des constructions ;
- Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère ;
- Equipements et réseaux.

Carte : Vue générale du plan de zonage (règlement graphique) – en A0 dans le document PLU



Le tableau suivant récapitule les surfaces pour chacun des types de zone :

Zones du PLU	Surfaces (ha)
Zones Urbaines	57.64
Ua : Zone urbaine / centre-bourg	14.54
Ub : Zone urbaine / extension	38.60
Uy : Zone urbaine / activités	4.49
Zones A Urbaniser	3.39
1AU : Zone à urbaniser à vocation principale d'habitat / court et moyen termes	3.39
Zone Agricole	273.96
A : Zone agricole	273.96
Zones Naturelles	136.57
N : Zone naturelle (boisée)	124.54
NL1 : Zone naturelle dédiée aux loisirs (stade existant)	1.26
NL2 : Zone naturelle dédiée aux loisirs (pétanque et espaces verts en projet)	1.30
NL3 : Zone naturelle dédiée aux loisirs (cœur « vert » de l’OAP n° 2 / jardins familiaux)	1.29
Ngv : Zone dédiée à la sédentarisation des gens du voyage	0.80
Ner : Zone dédiée à l’installation d’un parc photovoltaïque	7.38

5 ARTICULATION DU PLU AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

La commune et plus largement la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP) ne sont pas dotées d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

Le P.L.U. doit être compatible avec :

- Les orientations fondamentales et les objectifs de qualité du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne 2016-2021 approuvé le 1er décembre 2015
- Les objectifs de protection du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Bassin Amont de l'Adour » approuvé le 19 mars 2015
- Les objectifs de gestion des risques d'inondation du Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du Bassin Adour-Garonne 2016-2021 approuvé le 1er décembre 2015
- Le Schéma Départemental des Carrières (SDC) des Hautes-Pyrénées approuvé le 29 novembre 2005, et ceci jusqu'à l'adoption du Schéma Régional des Carrières.

Le P.L.U. devra également être compatible avec les règles générales contenues dans le « fascicule » du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de Midi-Pyrénées quand ce dernier sera approuvé.

Le P.L.U. doit prendre en compte :

- Les objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable des Territoires (SRADDT) de Midi-Pyrénées, approuvé le 30 mars 2009, en cours de révision depuis 2013
- Les objectifs du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de Midi-Pyrénées
- Le Plan Climat Energie Territorial (PCAET) de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP)
- Le Plan Climat Énergie Territorial du département des Hautes-Pyrénées (PCET) et le Schéma régional des carrières lorsqu'ils seront approuvés.

6 ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU P.L.U. ET INCIDENCES NATURA 2000 - MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR

6.1 ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

Dans le présent P.L.U., la commune de Bours s'inscrit donc dans une logique très volontariste de maîtrise de la consommation des espaces naturels et agricoles.

Rappel : Le PADD fixe comme objectif la création de 85 logements pour une consommation d'espace de 6.3 ha⁴. Au final, le projet communal prévoit :

- 2.8 ha de « dents creuses » identifiées (terrains en friche et division parcellaire) dont notamment les OAP n°1 et 3.
- 3.39 ha en zone « 1AU », d'un seul tenant, au cœur du tissu urbain. Ce secteur a fait l'objet d'une réflexion avec le CAUE des Hautes- Pyrénées (en annexe du rapport de présentation) et est concerné par une OAP avec des objectifs de densité entre 10 et 30 log/ha.

- **Surfaces urbaines ou à urbaniser à court et moyen termes soumises à des O.A.P.**

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation permettent à la commune de mieux maîtriser le nombre de logements qui peuvent être créés.

Les surfaces concernées couvrent 4.05 ha, permettant la construction d'environ 77 logements pour une densité moyenne de 1910 log/ha. La surface moyenne par terrain est donc de l'ordre de 526 m²/logement.

Les chiffres montrent donc une nette densification par rapport à la situation constatée au cours des 10 dernières années, mais ils restent néanmoins un peu en deçà des objectifs qui étaient fixés par le précédent P.L.H. vers lesquels le P.L.U. devait tendre au moment de son élaboration. Ils ne prennent cependant pas en compte les surfaces dédiées aux espaces collectifs (voiries, chemins piétonniers, espaces verts).

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation permettent de construire environ 6 logements sociaux, ce qui répond largement aux besoins estimés (pas d'obligations réglementaires).

- **Surfaces urbaines ou à urbaniser à court terme non soumises à des O.A.P.**

Pour les parcelles concernées, la commune ne maîtrise pas les modalités d'urbanisation.

Les surfaces disponibles pour la construction, non soumises à O.A.P. sont estimées à environ 1.90 ha, permettant la production d'environ 15 à 20 logements minimum (prenant en compte les problématiques d'accès, de découpage parcellaire, de typologie du bâti aux alentours,). La surface moyenne par terrain est donc de l'ordre de 950 m²/logement. Ces terrains sont majoritairement des jardins démontrant la présence d'un phénomène de forte rétention foncière. Le potentiel réel de construction présente donc une certaine incertitude.

⁴ Cette surface n'intègre pas de coefficient de rétention foncière et de réalisation de voiries et espaces publics

- Préservation des espaces agricoles et naturels**

Près de 60% du territoire reste spécifiquement dédiée à l’agriculture avec 273.96 ha classés en zone agricole.

Les espaces naturels couvrent une partie moins importante du territoire, avec environ 123.40 ha, soit 25 % de la commune.

- SYNTHESE SUR LA MODERATION DE LA CONSOMMATION DE L’ESPACE**

Ce qui s’est fait ces 10 dernières années	Ce que prévoit le PADD
129 nouveaux logements pour 9.15 ha de consommation foncière <ul style="list-style-type: none"> - Soit une moyenne de 13 logements/an - Soit une densité observée de 14.1 logements/ha 	85 logements pour les 15 prochaines années = sur 6.30 ha disponibles : <ul style="list-style-type: none"> - Soit une moyenne de 6 logements/an - Soit une moyenne de 19 logements/ha

Surfaces prévues au PADD pour la construction de nouvelles habitations :
<ul style="list-style-type: none"> - 2.8 ha de « dents creuses » identifiées (terrains en friche et division parcellaire) dont notamment les OAP n°1 et 3. - 3.39 ha en zone « 1AU », d’un seul tenant, au cœur du tissu urbain. Ce secteur a fait l’objet d’une réflexion avec le CAUE des Hautes- Pyrénées (en annexe du rapport de présentation) traduit dans une OAP avec des objectifs de densité entre 10 et 30 log/ha.

6.2 ÉVALUATION DES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU P.L.U. SUR L’ENVIRONNEMENT - MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR

6.2.1 MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE

- Biodiversité, habitats naturels et continuités écologiques**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Biodiversité et habitats naturels	<ul style="list-style-type: none"> - Incidence faible du zonage : les zones à urbaniser se situent à l’intérieur ou en continuité du tissu urbain ; elles n’ont pas d’impact sur les habitats naturels - Incidences liées à une augmentation de la fréquentation des espaces naturels : aucune 	Classement en zone naturelle N des espaces naturels de la commune et en particulier des réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques que sont l’Adour, les cours d’eau mais aussi les boisements et ripisylve présents sur la commune et en rupture de pente du milieu urbain
Continuités écologiques liées aux cours d'eau (trame bleue)	Incidence potentiellement faible en raison de la protection des rives des cours d’eau (sites Natura 2000)	Classement en zone naturelle N des rives de l’Adour ainsi que de ses affluents

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Continuités écologiques terrestres (trame verte)	<p>Incidence très limitée en raison :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De la prise en compte des bois et bosquets dans la définition du zonage (classement en zone naturelle); - Des formes urbaines existantes et attendues qui s'accompagnent d'une végétalisation importante des parcelles privées (coefficient de biotope) 	<ul style="list-style-type: none"> - Classement en zone à vocation naturelle des principaux bois et bosquets - Préservation de la continuité des espaces agricoles en classement en zone A

• **Qualité des eaux**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Eaux de surface	<ul style="list-style-type: none"> - Incidence faible en ce qui concerne l'assainissement des eaux usées : les zones à urbaniser doivent être desservies par des systèmes d'assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur - Incidence modérée en ce qui concerne le rejet des eaux pluviales par la mise en place d'un coefficient de biotope. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les aménagements projetés doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales vers les dispositifs d'infiltration ou vers le réseau collecteur lorsqu'il existe. - Les dispositifs de récupération et de stockage des eaux à la parcelle sont encouragés. - La station d'épuration de Loubéry sera soit abandonnée, avec transfert des effluents vers une autre station, soit réhabilitée.
Eaux souterraines	Incidence négligeable (sauf cas de pollution accidentelle) si les dispositifs de collecte (et de traitement si nécessaire) des eaux de pluie et de ruissellement sont correctement réalisés.	Le règlement du P.L.U. encourage les dispositifs de récupération des eaux pluviales.

6.2.2 PAYSAGE ET PATRIMOINE

• **La gestion des paysages, des espaces naturels et agricoles**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Insertion paysagère des nouveaux quartiers	Incidence faible : les secteurs destinés à être construits se situent dans ou en continuité du tissu urbain avec des OAP permettant de les relier de manière optimale	

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Qualité de vie : espaces verts, accès aux espaces naturels	Sans incidence pour l'accès aux espaces naturels	
Identité paysagère des espaces agricoles et naturels	Incidence notable visant à renforcer cette identité	Mise en œuvre d'un zonage adapté : les espaces agricoles sont clairement identifiés et différenciés des espaces naturels.

- La protection des éléments du paysage et du patrimoine bâti**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Éléments de paysage	Incidence faible, les éléments de paysage que sont les haies et boisements sont protégés par leur classement en zone naturelle	
Patrimoine bâti	Incidence notable	Identification des murets en galets dans le centre bourg ancien pour garantir leur préservation.
Patrimoine archéologique	Incidence nulle : pas de site archéologique	

6.2.3 RESSOURCES NATURELLES

- Ressource en eau**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Captage d'eau potable	Incidence négligeable : il n'y a pas de zones ouvertes à l'urbanisation dans des périmètres de protection des captages	
Alimentation en eau potable et défense incendie	Incidence potentielle : des travaux de renforcement ou d'extension du réseau d'eau potable devront éventuellement être prévus, soit sur le réseau public, soit dans le cadre des opérations d'aménagement	La capacité de production en eau potable permet de répondre à la demande générée par le P.L.U. En l'absence de défense incendie, le règlement prévoit la mise en place de dispositifs de défense à la charge du pétitionnaire pour les zones agricoles et naturelles. A défaut, le projet pourra être refusé

- **Sols et sous-sols**

- **Prendre en compte et préserver la qualité des sols**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Pollutions des sols	Aucune incidence.	

- **Préserver les ressources du sous-sol**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Carrières, hydrocarbures	Aucune incidence	

- **Energies renouvelables et la réduction des gaz à effets de serre**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Consommation énergétique	Incidence proportionnelle au nombre de constructions attendues et relatives essentiellement aux besoins en chauffage pour les logements.	Les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions permettent le renforcement des performances thermiques des bâtiments existants par la mise en place d'une isolation par l'extérieur, afin de réduire les consommations énergétiques.
Energies renouvelables	Incidence modérée du P.L.U. qui favorise le développement des énergies renouvelables.	Le P.L.U. permet l'utilisation des énergies renouvelables sous réserve des prescriptions architecturales dans les zones U et AU. Le P.L.U. permet la mise en place d'un parc photovoltaïque (zone Ner).
Emissions de gaz à effet de serre (G.E.S.)	Incidence proportionnelle au nombre de constructions attendues et relatives essentiellement aux déplacements domicile – travail – services dans la mesure où l'automobile est le moyen de déplacement le plus utilisé aujourd'hui.	

- **Déchets**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Collecte et traitement des déchets ménagers	Incidence relative au nombre de points de collecte et aux volumes collectés ; les secteurs ouverts à l'urbanisation ne rendent pas nécessaire un allongement des tournées	Le développement de l'urbanisation en continuité des secteurs déjà construits permet de limiter l'allongement des circuits de collecte.

6.2.4 RISQUES ET NUISANCES

- **Risques naturels**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Inondation	Incidence faible : la commune est couverte par un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles qui règlemente la construction dans les secteurs concernés et qui s'impose au P.L.U. Les zones urbaines et à urbaniser sont concernées qu'à la marge, et pour des constructions déjà existantes.	Le P.L.U. ne prévoit pas d'extension de l'urbanisation dans les secteurs concernés.
Séisme	Incidence limitée mais non nulle, proportionnelle au nombre de logements prévus dans la mesure où toute la commune se situe en zone de sismicité faible	Le règlement du P.L.U. rappelle la réglementation qui s'applique en la matière.
Remontée de nappe	Incidence négligeable	Le P.L.U. ne prévoit pas d'extension de l'urbanisation dans les secteurs concernés.
Retrait gonflement des sols argileux	Incidence faible	Le règlement du P.L.U. recommande d'appliquer les dispositions constructives préventives mentionnées dans la plaquette élaborée par les services de l'Etat.

- **Risques technologiques et miniers**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Risques technologiques	Incidence faible : commune est couverte par un PPRT	Le P.L.U. ne prévoit pas d'extension de l'urbanisation dans les secteurs concernés
Risques miniers	Incidence nulle du P.L.U. : la commune n'est pas concernée par ce risque	

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Sites et sols pollués	Incidence faible du P.L.U. : les zones ouvertes à l'urbanisation ne se situent pas à proximité des sites identifiés	Le P.L.U. ne prévoit pas de disposition spécifique (zonage, règle) au-delà de la réglementation et des dispositions pouvant exister par ailleurs.

- Risques routiers**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Autres RD et voies communales de desserte locale	Incidence possible dans la mesure où les habitants d'une partie des zones ouvertes à l'urbanisation seront amenés à utiliser le réseau routier local	

- Risques liés au transport de matières dangereuses**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Risques liés aux autres voies	Incidence faible compte tenu du trafic	Le règlement du P.L.U. ne prévoit pas de disposition particulière

- Nuisances**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Emissions de polluants atmosphériques	Incidence potentielle, en lien avec le développement actuel des surfaces classées en zones à vocation d'activités artisanales et industrielles, mais aussi proportionnelle au nombre de logements prévus.	Le règlement du P.L.U. ne prévoit pas de disposition particulière

6.3 ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR LE SITES NATURA 2000

« VALLEE DE L'ADOUR »

Le lit et rives de l'Adour de Bagnères de Bigorre à Maubourguet et au-delà sont classés NATURA 2000 pour la présence de 7 habitats d'intérêt communautaire ; au moins 4 d'entre eux intéressent l'Adour au niveau de Bours dont un à caractère prioritaire signalé par un astérisque :

- ✓ « Rivières des étages planitiaires à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du callitrichio-Batrachion ».
- ✓ « Forêt alluviale à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* » (*Alno-Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion albae*)
- ✓ « *Forêts mixtes à *Quercus robur*, *Ulmus laevis*, *Ulmus minor*, *Fraxinus excelsior* ou *fraxinus angustifolia*, riveraines des grands fleuves (*Ulmion minoris*) »
- ✓ « Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou Hydrocharition »

A noter que les zones ZNIEFF type I et type II se superposent à la Zone NATURA 2000.

Les bordures des cours d'eau et notamment celui de l'Ailhet, en cœur urbain, se compose de ces habitats prioritaires.

Les enjeux environnementaux identifiés sont liés à la gestion des eaux pluviales et des eaux usées susceptibles d'impacter la qualité des différents cours d'eau, ainsi qu'à toutes les actions susceptibles de porter atteinte à ses rives (risques d'anthropisation, proximité des zones urbaines).

L'analyse du zonage, du règlement et de l'évaluation environnementale du P.L.U. présentée précédemment permet de synthétiser les incidences attendues sur le site Natura 2000.

Urbanisation et projet de parc photovoltaïque

Incidence potentielle

Les abords de l'Adour classés à l'intérieur du site Natura 2000 ne sont pas impactés par le P.L.U. dans la mesure où :

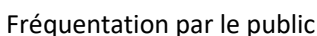
- Aucune construction n'est comprise dans les limites du site Natura 2000.
- il n'est pas prévu d'extension de l'urbanisation dans ces secteurs.
- L'ensemble du site Natura 2000 est classé en zone « naturelle » dans le PLU.

Pour rappel, à l'intérieur des sites NATURA 2000, les projets qui sont susceptibles d'affecter de façon notable les habitats ou espèces d'intérêt communautaire présents doivent faire l'objet d'une « évaluation des incidences ».

A noter que la zone Ner, destinée à l'implantation d'un parc photovoltaïque se situe en partie dans la limite du site Natura 2000. Les inventaires complémentaires réalisés sur le terrain en septembre 2018 montre que le site se compose d'une vaste friche (CC : 87.1) qui s'est développée sur une ancienne gravière totalement comblée aujourd'hui. Une grande partie de la superficie est occupée par le Peuplier noir en colonisation dense, les individus les plus âgés n'ont pas 25 ans. S'y ajoutent de grands massifs particulièrement denses de Renouée du Japon d'une hauteur parfois de 4 m accompagnés de temps en temps par la Balsamine de l'Himalaya. Des stations à *Buddleia* de David. Ces trois dernières espèces sont des invasives importantes à éradiquer. Les autres zones présentant uniquement une végétation herbacée parfois haute (1,50) sont peuplées d'*Erigeron* du Canada, Cardère des foulons et quelques pieds de Joncs diffus.

Ce projet fait actuellement l'objet d'une étude d'impact.

Le P.L.U. en lui-même ne conduit donc pas à une aggravation des incidences potentielles par rapport à la situation actuelle.



Aujourd'hui, les berges sont déjà aménagées pour le public (trait vert, lac de Bours) et le PLU n'aggrave pas les nuisances déjà existantes.

Incidence potentielle

Activité : le projet de parc photovoltaïque, en partie dans la zone Natura 2000, peut avoir des impacts potentiels sur la biodiversité et le paysage. Une étude d'impact est en cours.

Incidence faible

On peut estimer que les incidences sont faibles, sauf en cas de dysfonctionnement d'un dispositif relié à des installations particulières.

Incidence potentielle

Le P.L.U. prévoit de limiter les phénomènes de ruissellement et de réduire les flux vers le réseau hydraulique superficiel :

- En recommandant l'installation de dispositifs de rétention des eaux pluviales avant leur rejet dans le réseau pluvial ou le milieu hydrographique superficiel ;
- En encourageant la mise en place de dispositifs de récupération des eaux de pluie destinés à l'approvisionnement en eau pour des usages domestiques ne nécessitant pas d'eau potable.

Afin de limiter les risques de pollution des eaux superficielles par lessivage des surfaces imperméabilisées, un dispositif de décanteur déshuileur pourra s'avérer nécessaire pour les surfaces de voirie et/ou parking importantes.

Pollutions d'origine agricole

Incidence neutre

L'Adour est bordée par des espaces agricoles ou naturel et affiche un état écologique moyen à bon mais est néanmoins soumis à une pression agricole significative en amont.

Compte tenu des mesures réglementaires existantes (mise en place de bandes enherbées le long des cours d'eau), la qualité des eaux de surface ne devrait donc pas être affectée par le P.L.U., sauf accident.

Au regard des dispositions prises dans l'ensemble du Plan Local d'Urbanisme de Bours, il n'apparaît pas que sa mise en œuvre soit susceptible d'affecter de façon notable le site Natura 2000 « Vallée de l'Adour », sous réserve de produire une étude d'impact complète concernant le projet de parc photovoltaïque analysant les impacts possibles et indiquant les mesures de compensation à mettre en place.

A noter la présence d'une zone Ner dédiée à l'installation d'un parc photovoltaïque sur la commune : ce projet a été soumis à étude d'impact.